

# La poursuite de la révolution bolivarienne au Venezuela

Christophe Premat

2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1053977ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1053977ar>

[See table of contents](#)

---

**Publisher(s)**

Département des littératures de langue française

**ISSN**

2104-3272 (digital)

[Explore this journal](#)

---

**Cite this document**

Premat, C. (2013). La poursuite de la révolution bolivarienne au Venezuela. *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1053977ar>

---

Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY-NC-SA 4.0) Sens-Public, 2013



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Sens  
[public]

Revue internationale  
*International Web Journal*  
[www.sens-public.org](http://www.sens-public.org)

## La poursuite de la révolution bolivarienne au Venezuela

CHRISTOPHE PREMAT

# La poursuite de la révolution bolivarienne au Venezuela

Christophe Premat

L'annonce de la mort du commandante Hugo Chávez le 5 mars ne fut pas une surprise. La passation est même soigneusement préparée, mais elle ne peut gommer le vide laissé par celui qui a bouleversé le système politique du pays en se forgeant une stature régionale et internationale. Le successeur sera probablement issu du parti et du système chaviste et devra essayer de compenser le déficit charismatique par la poursuite de réformes intelligentes approfondissant la révolution bolivarienne. Au-delà du débat passionné autour de la personnalité d'Hugo Chávez et de sa politique, il importe de revenir sur les réformes sociales mises en place sous sa présidence depuis 1999. Son accession au pouvoir dans un contexte régional et international tendu a fait de lui un opposant au consensus de Washington et à la ligne américaine. Rêvant d'un destin national enraciné dans les principes d'une révolution bolivarienne redonnant le pouvoir au peuple par des instruments inédits de participation, le Venezuela a emprunté une voie singulière difficilement comparable aux autres pays d'Amérique Latine ayant vu la gauche accéder au pouvoir dans les années 2000.

Le Venezuela a été marqué par une nationalisation des grandes entreprises pétrolières et une politique extractiviste. L'argent issu principalement du pétrole a été redistribué et a permis de financer des réformes sociales importantes telles que l'élargissement de l'accès aux soins pour une grande partie de la population. Les dépenses de santé ont considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, ce qui illustre sans doute une des plus belles réussites sociales des présidences Chávez. Le paradoxe du Venezuela est la cohabitation entre ce modèle extractiviste et une expérience de la démocratie participative proche de l'autogestion partielle. C'est en cela que le modèle relativement dirigiste de la démocratie participative (*top-down*) est singulier en Amérique Latine. Les comités de quartier n'ont certainement pas atteint l'*aura* des budgets de quartier brésiliens, mais ils ont permis à certaines franges de la population locale de pouvoir exprimer leurs préoccupations face aux urgences sociales. La démocratie participative a dans le même temps permis de consolider le soutien aux milieux chavistes dans des zones sociales marginalisées. Des expériences locales plus originales ont été menées à l'instar du microcrédit (*banca de mujeres*) instauré pour des femmes sans ressources souhaitant mettre en place un

commerce. Elles pouvaient ainsi emprunter à taux zéro pour démarrer une micro-entreprise et sortir de la pauvreté.

Sur le plan institutionnel, la révolution bolivarienne a été marquée par la mise en place d'un système présidentieliste assez fort. Les régions ont été marquées par cette prééminence de l'exécutif et Hugo Chávez a pu, malgré l'érosion de son électorat au cours des années, renforcer la domination de son parti. Les référendums de révocation ont paradoxalement renforcé ce modèle, puisque le président a failli être déstabilisé en 2002 lorsque l'opposition unifiée demandait son départ. Le dernier référendum lui permettant de se représenter n'a fait que renforcer cette tendance présidentieliste. En outre, les présidences de Chávez ont été marquées par cette méfiance des médias et en particulier des médias privés à son égard. Il lui a fallu entamer une lutte sans merci contre certains groupes pour pouvoir façonner une image d'homme d'État responsable et animé d'un désir profondément politique, celui d'instaurer une révolution bolivarienne prenant en compte tous les milieux sociaux. L'émission *Alo Presidente* a contribué à la mise en place d'un dialogue direct du public avec le président au cours des années 2000.

Le présidentielisme est peut-être ce qui fragilise aujourd'hui les acquis de la révolution bolivarienne. En effet, la révolution, pour survivre durablement à son fondateur, doit permettre aux institutions de fonctionner correctement dans un contexte social difficile avec des classes sociales aux intérêts antagonistes. Pour cela, le système représentatif ne suffira pas, il faudra renforcer les instruments de participation de manière à ce que la population soit toujours maîtresse de son destin et que les réformes sociales puissent être poursuivies.

Les ressources en pétrole permettent au Venezuela de disposer d'une marge de manœuvre non négligeable, Hugo Chávez souhaitait que la population en bénéficie en priorité d'où la lutte contre les exploitations privées par des multinationales. Au-delà des passions politiques, Hugo Chávez a incontestablement marqué son pays et le continent latino-américain. Il a été le précurseur d'une vague rose et rouge durable en Amérique Latine. Il a été réélu à plusieurs reprises et s'est montré attaché à l'expression démocratique des populations indigènes et des populations socialement marginalisées. Le renouvellement des élites en Amérique Latine avec des leaders issus des mouvements syndicaux et d'anciens guérilleros a favorisé une nette démarcation vis-à-vis du schéma néolibéral du début des années 1990. Le Commandante laisse une place vide, mais aussi un bilan social assez flatteur qui explique le soutien encore important de la population vénézuélienne à la révolution bolivarienne.